

«Les cantons de Vaud et de Genève forment une communauté d'intérêts»

Pascal Broulis veut donner une nouvelle impulsion à la Métropole lémanique, l'alliance des deux cantons

**Mehdi-Stéphane Prin
Justin Favrod**

Pascal Broulis est sur tous les fronts! Fiscalité, relations inter-cantoniales, défense du canton et de la Métropole lémanique et même le sport. C'est d'ailleurs aujourd'hui qu'il met à l'enquête le Cluster du sport international, un bâtiment qui réunira les multiples compétences de la région dans ce domaine. Le chef du Département des finances et des relations extérieures a retrouvé une nouvelle jeunesse. Oublié la perte de la présidence du gouvernement une année auparavant, le libéral-radical a enfilé son costume de prédilection: celui d'ambassadeur des intérêts vaudois et désormais genevois. Le ministre aux journées interminables affiche son plaisir à tisser des liens en dehors des frontières cantonales.

Cheville ouvrière de l'union des deux cantons sur les grands dossiers, Pascal Broulis ne fait plus rire personne avec sa Métropole lémanique. Ce n'était pas seulement un logo: deux ans après sa naissance, la deuxième région économique de Suisse renoue avec les succès. La récente mise à l'enquête de la quatrième voie Lausanne-Renens, première pierre du grand plan ferroviaire Léman 2030 qui doit doubler la capacité entre Genève et Lausanne, est le symbole le plus éclatant de ce retour vaudois et genevois sur la scène fédérale.

La Métropole lémanique engrange ses premiers succès. N'est-ce pas le moment de passer à la vitesse supérieure entre Vaud et Genève?

La force de la Métropole lémanique, c'est de travailler sur des dossiers concrets. Il s'agit de Léman 2030, du côté ferroviaire, et du développement des réseaux routiers et autoroutiers. Le lancement réussi du projet Neuchâtel démontre les excellentes relations entre nos Universités et l'EPFL. Autant Vaud doit soutenir la Genève internationale, autant nous avons besoin de Genève pour défendre la présence



Pour Pascal Broulis, il est important de renforcer la Métropole lémanique, tout en évitant de créer un «monstre incontrôlable». ARC/JEAN-BERNARD SIEBER

des organisations sportives internationales en terre vaudoise. Palexpo et l'aéroport de Cointrin sont indispensables à notre canton. Tout est interconnecté, nous formons une seule région. Dans quelques mois, sur la base des expériences accumulées, les deux gouvernements auront à se déterminer sur l'avenir institutionnel de la Métropole lémanique, avec une question importante à la clé: comment intégrer d'autres partenaires à ses travaux.

La Métropole lémanique vit au niveau des deux

gouvernements. N'est-ce pas urgent de l'ouvrir au niveau des législatifs?

Les travaux engagés sous l'égide de la Métropole lémanique sont, jusqu'à présent, du ressort des exécutifs. La défense des intérêts des cantons et leur représentation à l'extérieur sont l'apanage des gouvernements. Cela ne nous empêche pas de régulièrement informer les parlements. Les deux Grands Conseils ont d'ailleurs accepté de préfinancer pour 300 millions d'infrastructures suprarégionales. Elus vaudois et genevois se connaissent tout

jours mieux. Depuis le lancement de la Métropole lémanique, nous n'avons plus déploré de couac du style «rupestre» pour désigner le canton de Vaud.

Ne craignez-vous pas que les prochaines élections cantonales genevoises fassent s'écrouler ce bel édifice?

Pas du tout. Les élus en place sont convaincus de la nécessité de cette union, et sauront convaincre à leur tour les nouveaux. Les Conseils d'Etats se lancent régulièrement des coups de fil, même sur des sujets qui n'impliquent pas forcément l'autre canton. Cette tendance est forte. Vaud et Genève forment une communauté d'intérêts et doivent gérer les mêmes problèmes. La Métropole lémanique est un espace de dialogue et d'échanges qui peuvent déboucher sur des actions concertées bénéficiant à tous ses habitants.

La région ne s'arrête pas aux frontières cantonales. Ne serait-il pas temps d'essayer d'intégrer les autorités haut-savoyardes?

Les relations existent déjà par le biais du Conseil du Léman, des projets européens Interreg ou de l'agglomération Grand Genève. La Métropole lémanique privilégie une approche par dossier, plutôt que créer du jour au lendemain un monstre incontrôlable. Il

faut être pragmatique et tenir compte de la dissymétrie des moyens et de l'autonomie de décision entre les cantons suisses et les départements et régions françaises. Vaud gère des ressources d'impôts trois fois supérieures à la Région Rhône-Alpes, pour une population dix fois moindre.

Comme l'illustrent les problèmes des traversées lacustres, personne ne veut payer pour les frontaliers.

Sur le dossier spécifique de la CGN, nous voulons, avec ma collègue Nuria Gorrite, trouver une solution et nous avons écrit aux autorités de Haute-Savoie. Près de 140 000 frontaliers français travaillent en Suisse. Ils contribuent à la richesse de Vaud et de Genève, mais aussi à celle des régions françaises frontalières. Plus de 10 milliards de salaires annuels bruts sont rapatriés en France, fiscalisés par le gouvernement français. Genève reverse également 200 millions aux Communes françaises. Ce n'est pas un hasard si la France voisine compte parmi les régions les plus riches de l'Hexagone et parmi celles qui ont les taux de chômage les plus bas.

La tentation de Berne?

● Pascal Broulis est-il le candidat providentiel pour permettre à la droite vaudoise de retrouver un des deux sièges au Conseil des Etats, aujourd'hui occupés par la socialiste Géraldine Savary et le Vert Luc Recordon? Plusieurs libéraux-radicaux vaudois ne sont pas loin de le penser. Seul hic, le principal intéressé se garde bien de préciser ses intentions pour les élections fédérales.

A la question de savoir si la Chambre des cantons le tente, Pascal Broulis se contente de sourire. Avant de suggérer que cette question intéresse surtout les éventuels candidats à sa

succession au Conseil d'Etat. En effet, en cas d'élection du grand argentier vaudois sous la Coupole fédérale, il devrait quitter son siège au Château cantonal, provoquant une élection complémentaire en cours de législature.

Ce scénario a tout pour plaire aux stratèges libéraux-radicaux. A leurs yeux, la locomotive électorale Pascal Broulis a toutes les chances de se faire élire à la Chambre des cantons. Autre avantage, une complémentaire leur permettrait, avec peu de risque de perte, de consolider leur troisième siège au gouvernement en vue des élections cantonales de 2017. **M.-S.P.**